Journée « La Francophonie »
« L'Académie des sciences d'outre-mer interpelle le Sommet de la Francophonie »
7 juin 2024

La Francophonie politique : Francophonie et paix

par Jean-Pierre VETTOVAGLIA

Ancien ambassadeur de Suisse, ancien représentant personnel du président de la Confédération suisse, administrateur de banque, essayiste

Dans les temps de tromperie universelle, dire la vérité est un acte révolutionnaire.
George Orwell

Introduction

Je vous passe la citation célébrissime de Paul Valéry sur les civilisations, mais je tiens à mentionner Oswald Spengler dans son *Déclin de l'Occident* publié en 1918 : « Chaque culture traverse des phases évolutives […] Chacune a son enfance, sa jeunesse, sa maturité et sa vieillesse ».

Ce qui arrive aux cultures ou aux civilisations arrive fatalement aux organisations internationales qui ne font que refléter un contexte politique international fluctuant. C'est arrivé à la Francophonie politique.

Jeunesse et maturité de la Francophonie politique

Par-delà le rayonnement de la langue et la coopération culturelle et technique, raisons d'être premières de l'ACCT, la Francophonie s'est également mise au service de la paix. L'article premier de sa Charte de 1997 (révisée en 2005) mentionne parmi ses premiers objectifs la prévention des crises, la gestion et le règlement des conflits. Le cadre général d'intervention de l'OIF dans la promotion de la paix est solidement ancré dans les divers textes fondateurs de la Francophonie. Elle était donc légitimée à jouer dans la cour des grands.

L'OIF a alors pu constater que, depuis la chute du communisme et l'effondrement de l'empire soviétique, deux tiers des conflits se sont terminés par des négociations. Elle y a eu sa part de remarquable façon. Elle a engagé de nombreux facilitateurs, médiateurs et envoyés spéciaux dans toute une série de conflits, dont la RCA, le Tchad, le Zaïre, le Togo, le Bénin, le Niger, et aussi en Mauritanie, en Guinée et à Madagascar, sans oublier les Comores.

Elle est la seule organisation intergouvernementale à avoir entrepris, à l'incitation du Secrétaire général Abdou Diouf, la recension académique de ses expériences et procédé à la proposition de bonnes

pratiques, dans un ouvrage de près de 900 pages réunissant une cinquantaine d'auteurs, du Graal francophone intitulé *Médiation et facilitation dans l'espace francophone. Théorie et Pratique*, publié chez Bruylant en 2010 et coédité sous ma présidence par Christine Desouches, Jean du Bois de Gaudusson et Joseph Maïla. Ces trois mousquetaires qui étaient quatre furent récompensés par le prix Turgot.

Dès le milieu des années 90, la démocratie est considérée par la communauté internationale comme la meilleure forme de gouvernance, capable de lutter contre la pauvreté et d'encourager le développement et par conséquent de promouvoir la paix. Et la Francophonie politique a prospéré sur ces bases-là et dans ce contexte, avec un âge d'or de 1997 à 2014, soit de Hà Nội à Dakar.

L'arrivée d'un premier Secrétaire général de la Francophonie, en la personne de l'ancien Secrétaire général des Nations unies, à Hà Nội en 1997, allait donner à la Francophonie politique une aura et des ambitions qu'elle n'aura jamais plus par la suite. Une aura à cause de la personnalité hors du commun de son premier Secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, qui cherchera en Francophonie à continuer le travail commencé à l'Onu. C'est l'âge d'or de la Francophonie politique ponctuée par la Déclaration de Bamako de 2000, le texte le plus avancé de l'époque sur la vie politique des pays en développement.

Le président Abdou Diouf, du fait de son passé et de sa provenance, présentait un avantage certain qu'il a sans nul doute exercé et qui s'est révélé être ce qu'il y avait de plus efficace dans la Francophonie politique sous sa houlette : celui de pouvoir s'adresser à ses pairs africains fraternellement. Mais il a fait de l'OIF une organisation qui n'allait plus rien bousculer[1].

Le déclin et la vieillesse

Des difficultés surgirent dès le départ qui mirent progressivement à mal cet optimisme originel.

Au départ, les effets de concurrence

Il a bien fallu tenir compte du fait que l'OIF n'est qu'un acteur parmi d'autres, toujours plus nombreux, tous en concurrence les uns avec les autres, dans les secteurs liés à la paix et à la sécurité, et considérer également que l'Afrique fait l'objet de très nombreuses sollicitations et d'interventions multiples. Ceci est important car le véritable impact d'un acteur des relations internationales s'exprime en termes de présence et d'influence par rapport aux actions des autres acteurs.

Le véritable problème pour l'OIF a donc très vite été celui de la concurrence avec les organisations internationales, régionales et sous-régionales qui se livrent à une lutte permanente pour une reconnaissance sur l'échiquier mondial. Les pratiques de l'OIF en matière de prévention et de consolidation de la paix se sont alignées sur celles des autres institutions internationales et il lui est devenu en conséquence de plus en plus difficile de se différencier des autres et de revendiquer un espace propre.

De manière générale, son action a été de plus en plus subordonnée à celle d'autres acteurs disposant de deux avantages considérables : une envergure politique et financière plus grande. Les pays en difficulté ou en crise, voire en guerre, font eux aussi leur « shopping » et choisissent l'institution médiatrice qui leur convient le mieux ou leur promet le plus.

1. Madame Jean n'avait aucun des avantages des deux premiers Secrétaires généraux. C'est une femme de communication qui appartient au monde enchanté des concepts généreux (femmes, jeunesse, développement, environnement). Elle n'a pas porté l'héritage de la Francophonie politique.

L'avantage comparatif de la Francophonie en termes de visibilité et d'effectivité dans la gestion des conflits va ainsi s'amenuiser au fil du temps, malgré les efforts et la bonne volonté de ses deux premiers Secrétaires généraux.

Ensuite, l'ampleur des crises

Il y a une autre raison qui tient à la nature, ou plutôt à l'ampleur, des crises qui affectent les membres africains de l'OIF. Leur gravité donne un avantage comparatif naturel aux organisations qui peuvent s'impliquer sur l'ensemble des aspects de la gestion des crises, y compris la sécurisation des processus de transition politique par des déploiements armés.

Retenons cette leçon : les solutions aux crises et aux conflits sont apportées par des acteurs ayant la capacité et la volonté d'utiliser la force à l'appui de leurs pressions politiques. La Francophonie politique est victime d'une évolution qui lui échappe. L'OIF, combien de divisions ?

Puis le contexte des hégémonies remises en question

Le nouveau contexte international est marqué par les inquiétudes, le découragement, un certain « désenchantement démocratique ». Le « Sud global » conteste l'hégémonie américaine et celle d'une Europe panurgisée.

Les évolutions internationales vont rendre l'utilité politique de l'OIF plus aléatoire que jamais. La Francophonie politique n'est certes pas une chimère et elle possède son âge d'or et des lettres de noblesse, qui tiennent au rôle éminent joué par ses deux premiers Secrétaires généraux. Mais je ne pense pas que la Francophonie politique soit à l'heure actuelle en mesure d'être une alternative possible à des processus politiques dans l'impasse. La seule magie de la langue ne peut rien changer.

Trente ans après la chute du Mur de Berlin, l'on assiste à la prolifération des crispations identitaires, nationalistes et intégristes qui font craindre, en réaction contre la mondialisation libérale et le capitalisme financier, le retour en force de régimes autoritaires en lieu et place de régimes ou d'institutions démocratiques. Ces réflexes de repli, d'enfermement, de rejet de l'autre sont enregistrés sur tous les continents.

La tendance qui prévaut, c'est la fermeture, la haine du vis-à-vis et le refus du compromis négocié. Ce qui est menacé, c'est ce que Karl Popper (1902-1994) appelait « la société ouverte ». Les hyènes de Lampedusa ont succédé au guépard de Burt Lancaster.

Dans ces circonstances, la Francophonie politique est simplement hors-jeu. Et elle n'est pas la seule dans ce cas ; pensons à l'Onu.

Quel chemin ironique parcouru, depuis que Stefan Zweig écrivait, avant la Première Guerre mondiale, que c'était « l'âge d'or de la sécurité, car tout événement extrême, toute violence, apparaissent presque impossibles dans une ère de raison ». La raison ne fait plus partie de notre monde, j'en veux pour preuve les guerres en Ukraine et à Gaza.

Et, en profondeur, l'heure de vérité : la réalité des choix politiques et sécuritaires des pays membres de l'OIF

Cet argument est délicat et peu exploré. Ses éventuels résultats dommageables pour le volet politique de l'OIF[2].

Une analyse des votes dans les enceintes onusiennes a démontré que le vote à proprement parler francophone était d'une extrême rareté – même dans le cas de la nomination de fonctionnaires onusiens francophones. Les votes se forment autour de solidarités et d'intérêts politico-économiques – pays en développement *versus* monde développé – ou une appartenance identitaire ou religieuse – communauté musulmane.

L'appartenance à la Francophonie n'est donc pas le déterminant principal de l'action de ses membres, qu'il s'agisse des pays du Nord, de la péninsule Arabique, de l'Asie ou des Africains eux-mêmes. Les considérations géopolitiques découlant de leurs intérêts nationaux bien compris, ainsi que le rôle des organisations régionales d'intégration constituent un moteur d'action beaucoup plus puissant que l'attrait pour l'univers francophone. C'est dans l'UA et la CEDEAO en tant que communautés d'appartenance que les États francophones membres de ces organisations se reconnaissent en priorité.

La force des anciennes solidarités, telle que le partage d'une langue commune, va en s'estompant. Hugo Sada peut alors écrire sans se tromper : « la Francophonie n'est pas l'élément prioritaire de la politique extérieure de ses pays membres, mais seulement un élément périphérique ». En fait la Francophonie politique n'entre que très rarement sur les écrans radar des gouvernements et des ministères des Affaires étrangères.

Donc malgré la volonté exprimée à Hà Nội en 1997, et sans cesse réaffirmée depuis, de donner une dimension politique à la Francophonie, les effets concrets de cette volonté sont restés très en deçà des ambitions affichées. La tâche est rendue encore plus difficile par le fait que la Francophonie ne compte dans ses rangs aucun poids lourd africain, ni Nigeria, ni Afrique du Sud, mais au contraire quantité d'États faibles, faillis ou franchement en déshérence.

Une France « en baisse » est une Francophonie politique « en baisse »

Le « déclassement relatif de la France » explique bien des difficultés.

L'intervention française en Libye, sous couverture onusienne, a ouvert une boîte de Pandore qui ne s'est jamais refermée. Depuis, la lutte contre le terrorisme islamique dans le Sahel n'empêche pas les groupes jihadistes de continuer à proliférer. La stratégie consistant à aider et à former les forces locales n'a pas fonctionné, malgré des années de perfusion financière.

Des questionnements se sont fait jour au sein de certains gouvernements africains sur les vraies motivations françaises. Des gouvernements, souvent corrompus, isolés et incapables, rejettent volontiers la faute sur la France, de moins en moins bienvenue selon le pays du Sahel où l'on se trouve. La colonisation est aussi rendue responsable de tous les maux, alors que seule la corruption tient encore ces régimes sous perfusion.

2. Un premier exemple : l'élection à la présidence de la Commission de l'Union africaine en 2012 a été marquée par la rivalité entre Jean Ping (Gabon) et une candidate de l'Afrique du Sud. L'UA compte 29 membres francophones sur 54. Mathématiquement, les choses sont claires. De plus, le Nigeria, l'Éthiopie et l'Algérie soutenaient la candidature gabonaise… C'est l'Afrique du Sud qui a été élue. La force de mobilisation de la SADC (South African Development Community) s'est montrée infiniment supérieure à la faible motivation de la CEEAC (Communauté économique de l'Afrique centrale).

La lutte contre le terrorisme est peu propice au développement des idéaux de la Francophonie politique mise, au mieux, entre parenthèse, voir jetée aux orties. Dans certaines capitales du Sahel, la détestation de la France est à fleur de peau. L'apparition de la société de mercenaires russes Wagner n'y est pas pour rien. Parler de Francophonie politique dans ce contexte n'a plus beaucoup d'actualité.

Autre chose : qu'on le veuille ou non, la Francophonie politique, c'est la France. Beaucoup d'États membres ne sont que des pièces rapportées ou des objets assez mal identifiés, tels la Thaïlande ou le Qatar. Mais si le rôle moteur de la France est remis en question, la Francophonie politique part à la dérive[3].

De plus, la France a vu son pré carré envahi par une « concurrence » que les conditionnalités n'intéressent pas du tout. Les Africains ont désormais le choix. Aussi celui de ne pas aimer l'Occident « donneur de leçons et accapareur des richesses du continent ». Rappelez-vous : l'élection de Mugabe à la présidence de l'UA a été la plus frénétiquement applaudie de toutes : il a dit tout haut ce que beaucoup d'Africains pensaient tout bas en dénonçant les impérialistes et les colonisateurs. Cette élection marque ainsi l'agacement de l'Afrique à l'égard de l'Occident – voir le ressentiment à l'égard de la Cour pénale internationale. Nombre de régimes assument de plus en plus ouvertement leurs tentations autoritaires, présentées comme des modèles plus adaptés à leurs pays. D'ailleurs, les nombreuses potentialités du continent africain attisent des convoitises qui n'ont rien à voir avec des préoccupations portant sur l'évolution démocratique et la marche de tous vers le progrès économique et social des territoires concernés.

Les avis de tempête

La Francophonie politique est une opération qui fonctionne plutôt par beau temps.

1.- La Francophonie politique de demain pourra-t-elle démontrer son utilité à ses propres États membres ? Et de répondre à cette question : la Francophonie politique, pour quoi faire à l'avenir ? Question plus vite posée que résolue, surtout avec de nouveaux pays membres rétifs aux valeurs déclarées qui ne sont ainsi que peu partagées. Il lui faut ainsi trouver les moyens de renforcer sa légitimité au sein de son propre espace. Pour moi, les essais de transformation de l'OIF en une antichambre onusienne ont été une erreur rédhibitoire.

2.- Elle est en train de perdre son âme… africaine, qui est sa principale raison d'être, faute de quoi elle sombre dans l'insignifiance et les illusions. Mais avec l'éclatement du nombre de ses pays membres et leur provenance de plus en plus diverse, l'OIF y a perdu son identité, sans même parler des consensus sans doute plus difficiles à obtenir à l'avenir.

3.- La Francophonie politique est donc beaucoup plus fragile lors des avis de tempête. Or il y en a eu, comme l'intervention de la France en Libye après celle de son aviation en Côte d'Ivoire, qui ne « passent » pas auprès de nombreux responsables africains, sans parler de la politique très restrictive des visas estudiantins, celle du franc CFA ou des interventions au Sahel. Parmi ces avis de tempête figure la découverte beaucoup trop tardive du rôle nocif auprès des populations africaines des réseaux sociaux déchaînés contre la France dans des pays de tradition essentiellement orales.

3. Que reste-t-il à part des frictions, des inimitiés et des malentendus après un sommet Afrique-France, en 2021, sans chefs d'État africains, alors que Poutine en réunit plusieurs douzaines à Sotchi. Dans un article intitulé « Tristes dépendances » (*Le Point*, 14 décembre 2020), Kamel Daoud démontre que quand le président français parle de l'Afrique, c'est toute l'ex-Afrique française qui s'indigne. Il y a souvent dans les discours africains des présidents français quelque chose qui humilie les Africains… à tort souvent, mais cela en dit long sur les malentendus.

4.- Le Nord porte ses propres responsabilités, telles que les ventes d'armes indiscriminées, l'exploitation des matières premières sans aucune contrepartie de transformation industrielle, la pollution industrielle, le manque de grands projets d'infrastructures : routes, eau électricité. L'ouvrage *Déterminants des conflits et nouvelles formes de prévention* (Bruxelles, Bruylant, 2013), troisième volume de notre trilogie, fait le recensement des responsabilités africaines et occidentales[4].

5.- Sans progrès induit par le monde francophone dans son espace économique et industriel, l'Afrique prendra d'autres chemins et suivra la logique de la nationalité des investissements consentis, des formations offertes et de la protection militaire.

6.- Sans ciment politique, sans affinités électives entre ses membres, sans postures communes face à de grands enjeux, sans être un véritable espace d'appui, sans solidarités effectives ou au moins potentielles, sans force de propositions pour des évolutions souhaitables, sans le soutien de la société civile plutôt que celui des régimes, la crédibilité de la Francophonie va être difficile à recouvrer[5].

La seule question qui se pose est la suivante : la Francophonie politique a-t-elle la capacité de mobiliser en bloc l'ensemble de ses États membres sur des sujets d'intérêt commun et particulièrement la résolution des crises et des conflits ? Je vous laisse le soin d'y répondre.

Les signes d'aveuglement

La Francophonie politique n'a pas voulu voir cinq points essentiels :

1.- Le rôle de l'accroissement démographique non maîtrisé qui « mange » le développement. Toute l'Afrique est dans le déni. Pour elle, ses enfants sont sa force. Pour cette raison, l'OIF n'a jamais abordé ce sujet et les autres agences de la galaxie francophone non plus[6].

---

4. Songer à une charte éthique des affaires aurait été un travail intéressant. L'OIF l'avait fait remarquer à Saint-Boniface avec une grande sagesse et maturité : en encourageant l'adoption volontaire des principes de responsabilité sociale des entreprises par ceux qui participent à l'exploitation des ressources naturelles, et en incitant à plus de responsabilité et de transparence ceux qui participent à l'importation ou à l'exportation de ressources naturelles provenant de zones de conflits. L'OIF avait vu juste d'ailleurs, en insistant sur le fait que le développement économique et social est un élément clé de la prévention structurelle des crises et des conflits. Elle souligne l'importance d'une coopération internationale véritablement solidaire, concertée et agissante. Mais elle n'a pas poursuivi ses travaux dans ce domaine où tout reste à inventer.
L'OIF aurait dû acquérir des capacités intellectuelles renouvelées qui pourraient en faire une sorte de comité de développement politique (un peu à l'image du CAD de l'OCDE), au service des États et en étroite collaboration avec l'université et les chercheurs, et prévoir un programme pointu de publication qui inspirerait le respect. Elle n'a jamais fait aussi bien que l'AIMF avec *Raisonnance*… Des actions éparses sans réflexion d'ensemble ne mènent nulle part.
5. Une autre remarque en forme d'avertissement : dans cette redéfinition de la Francophonie politique « pour quoi faire ? », il s'agira d'éviter ses « bouffées de chaleur » et ses illusions de grandeur occasionnelles mais récurrentes. Quand je lis sous la plume de fonctionnaires de l'OIF que « la Francophonie peut devenir un acteur de poids sur le continent africain » et que « le Qatar souhaite aussi s'enrichir du vaste réseau d'influence de l'OIF qui concentre près d'un tiers des États membres de l'Onu pour renforcer sa participation à la gouvernance des affaires internationales », je m'interroge…
Tout comme je m'interroge quand je lis que dix-huit États africains membres de l'OIF sont aussi membres de la Conférence islamique et « que cela contribue à créer au sein de la Francophonie un espace de solidarité entre pays de confession musulmane ». « La dimension mondiale de la Francophonie a été consolidée et renforcée par l'adhésion de pays non majoritairement locuteurs francophones ». « L'OIF constitue par sa composition un laboratoire privilégié des relations internationales ». Ce genre de considérations dessert à coup sûr l'institution.
6. L'auteur a été agressé verbalement lors d'une assemblée de l'AIMF à Tunis pour avoir osé parler de contrôle des naissances lors de la séance plénière. Et de me voir rappeler l'importance d'une nombreuse progéniture car « semer des migrants, c'est récolter de l'argent »…

2.- L'extrême dangerosité d'une jeunesse sans éducation, sans formation et sans travail, sans avenir et sans espoir et donc prête à toutes les aventures.

3.- L'idéologie salafiste est parfaitement captatrice de ces deux premiers éléments. Elle a l'argent, les armes, une cause et une religion. Le sujet a été tabou dans les instances de l'OIF ; pourtant elle s'est vantée d'être un espace de solidarité entre ses membres de confession musulmane…

4.-Elle n'a jamais, sauf très brièvement à Saint-Boniface, évoqué les responsabilités du Nord et des sociétés multinationales. Qui aide qui ?

Pendant toute la période de 1991 à ce jour, se joue une autre partie d'échecs souterraine : le jeu de la collusion des grandes sociétés occidentales et de leur conseil d'administration avec les élites africaines[7]. Les matières premières africaines ont intéressé le colonisateur puis le « décolonisateur ». L'intérêt prépondérant reste le même : se procurer des matières premières à bon marché et les transformer en Occident. L'Afrique ne possède pour ainsi dire que très peu d'industries de transformation[8].

5.- Une guerre mondiale africaine tue des millions de gens depuis trente ans et la Francophonie politique a passé comme chat sur braises sur le plus grand conflit du siècle, soit le problème des Grands Lacs. Une ère de conflits sans fin a été ouverte par le génocide rwandais en 1994, dont la conséquence directe aura été le bouleversement sécuritaire de la région. À la suite de ce génocide, la conflictualité dans la région des Grands Lacs a entraîné une spirale de violence et de déflagrations. Une véritable guerre mondiale à l'échelle de l'Afrique avec des millions de morts s'y déroule dans l'indifférence générale. La prolifération des armes dans la région des Grands Lacs a négativement affecté tous les aspects de la paix et de sécurité. On n'en a pas parlé dans les enceintes de l'OIF.

Conclusion

1.- L'appartenance à la Francophonie n'est donc pas le déterminant principal de l'action politique de ses membres, qu'il s'agisse des pays du Nord, de la péninsule Arabique, de l'Asie ou des Africains eux-mêmes. Les considérations géopolitiques découlant de leurs intérêts nationaux propres bien compris, ainsi que le rôle des organisations régionales d'intégration constituent un moteur d'action beaucoup plus puissant que l'attrait pour l'univers francophone.

2.- L'OIF est devenue invisible. L'on s'en rend compte en regardant qui, dans la presse française et étrangère, reprend les nombreux communiqués de presse de l'Organisation ou relate son action. Ils ne sont généralement repris par personne. Les sommets eux-mêmes peinent à se glisser quelques secondes dans les journaux du soir des chaînes télévisées françaises.

---

7. L'Afrique a très intelligemment joué le jeu des institutions démocratiques et du multipartisme voulu par l'Occident, dont ils se sont tous dotés en en transgressant complétement le fonctionnement. Ils se sont retrouvés en postdémocratie avant nous ! L'OIF a parfois cru jouer dans un monde de « bisounours », alors que dans son entourage, c'était plutôt « Jurassic Park », selon la formule de Hubert Védrine.

8. Pour 130 milliards de dollars d'aide publique annuelle aux pays en développement, les grandes sociétés multinationales font 900 milliards de bénéfices commerciaux dans leurs opérations avec les PVD (*trade mispricing*), les banques récupèrent 600 milliards du service de la dette – le principal est payé depuis longtemps – et l'on estime à quelque 500 milliards les profits résultant du laxisme des règles commerciales existantes – travail sous-payé et délocalisations, etc. Les pays pauvres fournissent 2000 milliards aux plus riches et n'en récupèrent que 130… Peu importe ces chiffres fournis il y a une dizaine d'années par une ONG américaine, ils comportent forcément une part de vérité.

3.- Et puis il y a le grand secret : son corps de fonctionnaires n'est guère comparable à celui d'une agence spécialisée onusienne ; il compte très peu de véritables experts, beaucoup de cousins, cousines, neveux et nièces de personnages d'influence dans les divers pays membres. Le corps diplomatique assistant aux séances de l'Organisation à Paris n'est guère comparable non plus, hélas ! aux représentants que l'on rencontre à New York, Genève et Vienne. L'Afrique, en particulier, n'y envoie souvent qu'un quatrième couteau ou… personne.

Et pourtant :

L'action de la Francophonie politique a été remarquable, au travers de nombreuses interventions de l'OIF dans les domaines politique et électoral depuis 1997 et pendant une douzaine d'années, sous forme de missions d'information, de contact, d'évaluation, d'observation et d'assistance.

En fait ce n'est pas « démocratie et développement » qui sont indissociables, comme le voulait la fameuse Déclaration de Bamako de 2000, mais bien « sécurité et développement ». L'Afrique, et l'Occident avec elle, doivent lutter sur deux fronts à la fois et trouver l'équilibre salutaire entre les impératifs sécuritaires d'une part et, d'autre part, la nécessité de répondre d'urgence aux problèmes du développement.

Je vous laisse avec cette prophétie de Babeuf : « Que tout rentre au chaos, et que de ce chaos sorte un monde régénéré ». Ou avec Antonio Gramsci : « L'ancien monde se meurt, le nouveau ne parvient pas à voir le jour et c'est dans ce clair-obscur que surgissent les monstres ». Ou Arnold J. Toynbee : « La civilisation est une course de vitesse entre l'éducation et la catastrophe ».

Je ne vais pas vous épargner la lettre à Eugène Delattre du 10 janvier 1859 de Gustave Flaubert : « Nous trépignons sur la planche pourrie d'une vaste latrine. L'humanité, pour ma part, me donne envie de vomir et il faudrait aller se pendre s'il n'y avait, par-ci par-là, de nobles esprits qui désinfectent l'atmosphère ». Soyez ces beaux esprits !

Rendons plutôt honneur en conclusion à un grand francophone, Stélio Farandjis, qui nous disait : « Ce ne sera pas "après nous le déluge", mais "avec nous le déluge dans le 'tout coca-cola' et le 'tout ayatollah'" ». On ne pouvait mieux dire.

Conseils et recommandations

1.- Il est inimaginable de continuer à avoir des sommets de chefs d'État et des Conférences ministérielles pour une Organisation internationale de la Francophonie dont le budget est inférieur à celui de la plus petite des universités québécoises. C'est rédhibitoire.

2.- Le corps de fonctionnaires de l'OIF n'est pas au niveau des compétences des fonctionnaires des grandes agences onusiennes. Il en va de même du personnel diplomatique délégué aux séances de l'Organisation.

3.- L'Organisation ne peut pas se défausser de toutes les zones de crise pour des raisons rwandaises. Il y a, dans les Grands Lacs, une guerre mondiale africaine qui a tué des millions de gens et qui nécessitent des arbitrages politiques multilatéraux.

4.- Si la Déclaration de Bamako paraît dépassée aujourd'hui, rien ne lui interdit un deuxième essai de mise en œuvre… le plus tôt possible. Il lui faut « dépasser l'usure ».

5.- Il manque à la Francophonie politique un comité d'examen annuel, sur le modèle de ce que l'on trouve à l'OCDE, qui soit conçu comme une agence de notation.

6.- La visibilité de la Francophonie politique serait considérablement accrue si elle pouvait réunir toutes ses ressources intellectuelles, fort nombreuses, et les amener à s'exprimer dans une revue politique africaine francophone qui donnerait la parole à toutes les voix qui voudraient bien s'exprimer.